

## Des progrès contrastés dans la mise en œuvre de la Résolution 1325 au Burundi

(ARIB.INFO 02/10/2012)

Les progrès restent différemment appréciés dans la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies qui met au centre de ses préoccupations le rôle de la femme dans la résolution des conflits, le maintien de la paix ou encore le relèvement économique de cette catégorie sociale la plus défavorisée au Burundi.

Du côté du gouvernement, on estime que des efforts significatifs ont été déjà consentis, 12 ans après la prise de la résolution à laquelle les pouvoirs publics locaux consacrent annuellement des "journées portes ouvertes" pour mieux la vulgariser et en évaluer les progrès ainsi que les défis qui restent à relever.

La résolution a également un comité de pilotage constitué par des représentants du gouvernement, du système des Nations unies et ceux de la Société civile.

L'édition 2012 de la porte ouverte sur la Résolution 1325 a innové en mettant aux prises, jeudi dernier, à Bubanza, une province du Nord-ouest du Burundi, les décideurs et les femmes rurales pour échanger sur le rôle des uns et des autres dans la mise en œuvre effective d'une résolution basée sur quatre piliers, à savoir: la participation, la protection, la prévention et le relèvement communautaire.

A l'occasion, les femmes du monde rural ont dressé un bilan plutôt mitigé à travers une série de questions qu'elles ont adressées directement au représentant des Nations unies.

Le quotidien de ces femmes burundaises du monde rural, en particulier, est encore fait d'inégalités, de violences basées sur le Genre et de pauvreté, ont-elles souligné, en substance.

"Ce que nous faisons en faveur de la femme n'est pas indissociable de l'appui global au développement du Burundi", a répondu en substance à leurs principales préoccupations, le représentant spécial du Secrétaire général, le Gabonais Parfait Onanga-Anyanga, avant de promettre d'être l'avocat des doléances spécifiques au genre féminin auprès de son organisation qui a commencé déjà à changer de méthode de travail.

"Nous voulons être présents dans l'avenir sur le terrain pour mieux nous imprégner de vos besoins plutôt que de rester dans les bureaux feutrés de New York et Genève", a-t-il dit à l'endroit des femmes rurales.

Le diplomate onusien a encore rassuré, au sujet des inégalités de Genre au Burundi en estimant qu'"il n'y a pas de raison que plus de la moitié de la population n'ait pas la moitié des responsabilités", avant d'ajouter qu'avec un plus de combat et d'engagement des femmes burundaises en faveur de leurs droits, "la limite est le ciel".

Du côté des officiels burundais, le gouverneur de Bubanza, Jacques Kenese, a revendiqué des progrès locaux significatifs dans la promotion des droits de la femme, ce qui, de son point de vue, a motivé le choix de sa province pour abriter l'édition 2012 de la journée portée ouverte sur la Résolution 1325.

"Nous avons des femmes cadres à tous les niveaux de responsabilité et d'autres qui s'organisent en associations pour mieux défendre leurs droits", a-t-il affirmé.

La ministre burundaise du Genre et de la Solidarité nationale, Mme Clotilde Niragira, quant à elle, a estimé que la question qui vaut la peine d'être posée aujourd'hui aux Nations unies est celle de savoir : "quoi faire pour avoir le plus de postes de responsabilité possibles, bien au-delà du quota des 30% que la Constitution nationale réserve aux femmes dans toutes les institutions étatiques"?

"Nous devons commencer par nous battre afin de passer de 30% à 50%, et pourquoi pas plus tard, à 80% des postes de responsabilité puisqu'il a été établi que les femmes sont de meilleures gestionnaires", a-t-elle insisté.

Le président du Sénat burundais, Gabriel Ntizezerana, de son côté, a dressé un bilan chiffré des progrès du Burundi dans la mise en œuvre de la Résolution 1325. Les femmes représentent 33,3% au gouvernement, 31,1% à l'Assemblée nationale, 46% au Sénat et 34% au niveau des conseils municipaux, a-t-il rappelé avec une certaine satisfaction.

"Nous invitons les femmes d'entrer plus massivement encore en compétition politique pour qu'aux prochaines élections générales de 2015 elles soient représentées à un taux encore plus élevé", a conclu le président du Sénat.

Par Ferdinand Bigumandondera, correspondant de la PANA

© Copyright ARIB.INFO